retourner de leur plein gré dans leurs foyers en toute sécurité et dans l'honneur;

5. *Renouvelle son appel* à tous les Etats et à toutes les organisations nationales et internationales pour qu'ils continuent à fournir des secours humanitaires afin de soulager la détresse des réfugiés afghans, en coordination avec le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés;

6. *Exprime sa satisfaction et son appui* au Secrétaire général pour les efforts qu'il a faits et les mesures constructives qu'il a prises, en particulier le processus diplomatique qu'il a engagé, dans la recherche d'une solution au problème;

7. *Prie* le Secrétaire général de poursuivre ses efforts en vue de promouvoir une solution politique conforme aux dispositions de la présente résolution et de continuer à étudier la possibilité d'obtenir des garanties appropriées concernant le non-recours à la menace ou à l'emploi de la force contre l'indépendance politique, la souveraineté, l'intégrité territoriale et la sécurité de tous les Etats voisins, sur la base de garanties mutuelles et de la stricte non-ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats et compte dûment tenu des principes de la Charte des Nations Unies;

8. *Prie* le Secrétaire général de tenir les Etats Membres et le Conseil de sécurité informés simultanément des progrès réalisés en vue de l'application de la présente résolution et de faire rapport aux Etats Membres sur la situation dès qu'il en aura la possibilité;

9. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarantième session la question intitulée "La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales".

63^e séance plénière
15 novembre 1984

39/14. Agression armée israélienne contre les installations nucléaires iraqiennes et ses graves conséquences pour le système international établi en ce qui concerne les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, la non-prolifération des armes nucléaires et la paix et la sécurité internationales

L'Assemblée générale,

Ayant examiné la question intitulée "Agression armée israélienne contre les installations nucléaires iraqiennes et ses graves conséquences pour le système international établi en ce qui concerne les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, la non-prolifération des armes nucléaires et la paix et la sécurité internationales",

Rappelant les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale,

Prenant acte des résolutions pertinentes de l'Agence internationale de l'énergie atomique,

Constatant avec une profonde inquiétude qu'Israël refuse de se conformer à ces résolutions, notamment à la résolution 487 (1981) du Conseil de sécurité, en date du 19 juin 1981,

Notant que, dans les déclarations figurant dans sa communication du 12 juillet 1984³⁸, Israël continue à passer sous silence le système de garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique et ne précise pas les installations nucléaires iraqiennes qui ont été attaquées par Israël et ont depuis fait l'objet de menaces de la part de ce pays,

³⁸ A/39/349.

³⁹ A/39/627.

Convaincue que les menaces israéliennes d'attaque des installations nucléaires en Iraq et dans d'autres pays continueront de compromettre la paix et la sécurité dans la région.

1. *Réitère sa condamnation* du refus persistant d'Israël d'appliquer la résolution 487 (1981) du Conseil de sécurité, que le Conseil a adoptée à l'unanimité le 19 juin 1981;

2. *Estime* que les déclarations d'Israël figurant dans sa communication du 12 juillet 1984 ne satisfont pas ou, de l'avis de certains, ne satisfont pas pleinement aux dispositions de la résolution 38/9 de l'Assemblée générale, en date du 10 novembre 1983, qui exigent expressément qu'Israël retire immédiatement sa menace d'attaquer et de détruire des installations nucléaires en Iraq et dans d'autres pays;

3. *Estime également* que toute menace d'attaquer et de détruire des installations nucléaires en Iraq et dans d'autres pays constitue une violation de la Charte des Nations Unies;

4. *Exige* qu'Israël s'engage immédiatement à ne pas attaquer, au mépris du système de garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique, d'installations nucléaires en Iraq ni d'installations analogues dans d'autres pays, utilisées à des fins pacifiques;

5. *Prie* le Conseil de sécurité d'examiner les mesures à prendre pour faire en sorte qu'Israël se conforme à sa résolution 487 (1981) et pour le dissuader de renouveler son attaque contre des installations nucléaires;

6. *Demande à nouveau* que l'on poursuive l'examen, au niveau international, de mesures juridiques tendant à interdire les attaques armées contre les installations nucléaires, de façon à encourager et à assurer, dans des conditions de sécurité, l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques;

7. *Prie* le Secrétaire général de faire rapport à l'Assemblée générale, lors de sa quarantième session, sur la question de la suite donnée à la résolution 487 (1981) du Conseil de sécurité et sur les conséquences de la non-application de cette résolution par Israël;

8. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarantième session la question intitulée "Agression armée israélienne contre les installations nucléaires iraqiennes et ses graves conséquences pour le système international établi en ce qui concerne les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, la non-prolifération des armes nucléaires et la paix et la sécurité internationales".

65^e séance plénière
16 novembre 1984

39/29. Déclaration sur la situation économique critique en Afrique

L'Assemblée générale,

Alarmée par la situation économique critique qui existe actuellement en Afrique,

Félicitant le Secrétaire général des efforts qu'il fait pour sensibiliser la communauté internationale aux problèmes tragiques qui assaillent l'Afrique,

Notant l'inquiétude croissante de la communauté internationale devant l'aggravation de la situation tragique des pays africains touchés par la crise,

Ayant examiné la situation économique critique en Afrique, la note du Secrétaire général³⁹ et son rapport sur cette question⁴⁰,

⁴⁰ A/39/594.